

MARIA GEMMA GRILLOTTI DI GIACOMO*

**LA NOUVELLE SAISON DE L'AGRICULTURE
ENTRE MODELE NORD-ATLANTIQUE
ET MODELE MEDITERRANEEN**

Soutenabilité des systèmes agricoles face à la PAC

En Italie, en Europe, peut-être dans l'ensemble du monde occidental, a commencé la troisième révolution agricole. La première avait amené l'homme-agriculteur à abandonner le nomadisme pastoral et à s'établir stablement parmi ses champs cultivés; la deuxième lui avait appris à surmonter les conditionnements physiques du milieu naturel, d'abord à travers l'adoption de techniques de production respectant les rythmes biologiques et saisonniers - assolement des cultures et association cultures-élevage - et plus tard, à partir du XX siècle, à travers des innovations mécaniques, chimiques, électroniques et génétiques très sophistiquées, aptes à garantir l'affranchissement de l'activité agricole de toute contrainte climatique et morphologique. Paradoxalement, les prémisses de la troisième révolution agricole reposent entièrement sur le franchissement des conditionnements environnementaux: au cours de ces dernières décennies les facteurs politiques sont devenus plus lourds que ceux à caractère physique et naturel.

Des premiers dépendent aujourd'hui non seulement les marchés, les choix et les reconversions en matière de cultures, mais aussi l'organisation fonctionnelle de l'exploitation, la configuration des paysages ruraux et le développement des espaces ruraux régionaux. La redécouverte de la valeur des biens environnementaux et culturels passe à son tour par des mesures et des plans d'encouragement élaborés à l'échelle internationale et adoptés à l'échelle locale.

Il est donc nécessaire de commencer à parler de soutenabilité des systèmes agricoles non seulement par rapport aux rythmes et aux équilibres physiques et biologiques de l'environnement, mais aussi par rapport au poids exercé par nombre de réformes en matière de politique agricole. Il est également nécessaire que les nouvelles formes de la ruralité et les récentes politiques agricoles de l'Union européenne soient confrontées à une nouvelle géographie capable aussi bien de mesurer la soutenabilité sociale des réformes en cours que d'évaluer l'impact qu'elles produiront à l'échelle régionale et locale.

Dans les campagnes des pays occidentaux, le rôle capital que le transfert des normes concernant le territoire joue sur le développement du secteur primaire et sur la marginalisation de certains espaces régionaux est tout à fait évident. Un transfert se traduisant non seulement par l'adoption de cultures uniformisantes - souvent étrangères aux traditions agricoles locales - mais aussi par la diffusion et la priorité que les exploitants oeuvrant dans les pays méditerranéens accordent aux modèles de production typiques des campagnes des pays de l'Europe du Nord.

Impact de la PAC à l'échelle globale et locale

Analysées à l'échelle globale, les trois phases d'application de la politique agricole communautaire (encouragement à la compétitivité et à l'augmentation de la production; politique de soutien des prix et politique du *set aside*) montrent un dénominateur commun et une conscience acquise « sur le terrain ». Le dénominateur commun est représenté par le « mythe » de l'exploitation de grande taille, efficiente et compétitive, en mesure de contrôler le marché et d'atteindre des revenus qui ne soient pas inférieurs par rapport à ceux des autres secteurs économiques. C'est à ce type d'unité productive qui étaient en effet destinées les primes à la mécanisation et à l'augmentation de la productivité, affectées pendant la première décennie de mise en œuvre de la Politique Agricole Communautaire

(années soixante du XX siècle) et celles en soutien des prix des produits excédentaires distribuées dans la deuxième phase (années soixante-dix et quatre-vingt). La maturité acquise par les récentes résolutions se manifeste quand, à partir de la fin des années quatre-vingt, commence à s'affirmer le principe de l'intégration du secteur primaire au sein du développement économique global du territoire ; principe ayant déjà inspiré les Traités de Rome de 1957 et ne s'étant réalisé concrètement qu'à travers les politiques structurelles et les programmes intégrés méditerranéens.

Pendant au moins une décennie, les nouvelles mesures d'intervention ont cependant été insuffisamment financées et ont reçu peu d'attention, aussi bien que, au début des années quatre-vingt-dix, la réforme du *set-aside* – proposée par l'irlandais Mac Sharry – semblait viser encore uniquement les exploitations de dimensions plus vastes, desquelles on exigeait qu'elles laissent reposer les terrains destinés aux cultures annuelles en vue de reconstituer les propriétés agronomiques des sols et – surtout – de limiter les productions excédantes par rapport aux demandes du marché. C'est paradoxalement la suggestion de Plinius qui, dans sa *Naturalis historia*, invitait les agriculteurs à « semer moins et à labourer mieux ». Cependant, alors que Plinius indiquait l'engagement majeur des exploitants comme étant l'outil apte à atteindre une production plus grande, le *set aside* poursuit l'objectif opposé, à savoir celui de la réduire. De plus, si la politique de soutien des prix a soulevé des problèmes au niveau des relations commerciales internationales entre l'Europe et les Etats-Unis, la réforme du *set aside* soulève des perplexités à caractère éthique vis-à-vis des sociétés et des pays en développement, où l'on meurt encore de faim. Il s'agit dans les deux cas de problèmes liés à la mondialisation.

Analysées à l'échelle régionale et locale, les trois phases de la Politique Agricole Communautaire montrent des effets aussi problématiques. Si dans le passé deux facteurs - les hypothèques représentées par les contraintes environnementales

(marécages et montagnes) et l'extension des *latifundia* - contribuaient à l'élargissement des exploitations et des parcelles, dans les dernières décennies du XX siècle l'application des politiques communautaires à l'échelle locale a entraîné un processus analogue. L'augmentation du nombre et de la taille des grandes exploitations dans les plaines - où les conditions environnementales sont plus favorables à l'exploitation agricole mécanisée - est généralement associé à un affaiblissement de l'intensité productive, dû à l'adoption de mono-cultures annuelles et à la désertification que l'action éolique provoque sur les champs de plus en plus vastes et dépouillés de cultures d'arbres. Par contre, et paradoxalement, les mêmes politiques demandent aux exploitations de dimensions plus réduites de sauvegarder les espaces ruraux marginaux par rapport aux zones de l'agriculture forte, où elles devraient s'engager à protéger l'environnement contre la dégradation et l'abandon.

En effet, les réformes de politique agricole les plus récentes montrent une sensibilité tout à fait nouvelle vis-à-vis des problèmes à caractère environnemental et semblent vouloir corriger les effets évoqués plus haut en renforçant la politique des fonds structurels et en impliquant directement les communautés locales. Voilà pourquoi les prémisses de la troisième révolution agricole reposent sur la redécouverte de la valeur des conditionnements et des rythmes environnementaux et des solutions adoptées par chaque communauté locale afin de les surmonter.

Nouveaux espaces ruraux et nouvelles fonctions de l'agriculture

Nous sommes confrontés à la renaissance d'une conception du milieu qui dépasse le présent et l'immédiat et regarde, dans une vision perspective intergénérationnelle, à la protection des potentialités et des ressources de la nature ainsi qu'à la santé des cultivateurs et des consommateurs. Un nouveau rapport spatio-temporel s'affirme. Une nouvelle saison s'est ouverte pour l'agriculture. Le

secteur primaire vit à l'heure actuelle une profonde révolution; il a découvert les problèmes de la soutenabilité et va vers une nouvelle saison, inconnue aux opérateurs d'il y a à peine une génération.

Je la qualifierais de *saison de la sagesse perspective*: c'est la saison qui a ouvert au local l'échelle planétaire et a ramené les politiques transnationales à l'échelle régionale ; c'est la saison qui impose au présent contemporain d'œuvrer à partir de la conscience du passé et de la préoccupation pour les générations futures; c'est la saison qui amène la nouvelle politique agricole à bouger entre mondialisation et régionalisation.

Les objectifs visés par les politiques agricoles, nationales et internationales ont eux-aussi subi une profonde évolution: après quarante ans de primes à la production compétitive de quantité, aujourd'hui on vise la qualité. Après nombre de réformes en soutien du secteur et des exploitations agricoles, on découvre le territoire, on prend en compte la complexité de son développement intégral et on renforce les fonds structurels.

Et la vision intégrée du territoire et de la réalité agricole – vision, il faut le dire, typiquement géographique – enrichit et complique à la fois le problème politique de la gestion des espaces régionaux. Premièrement car on risque de négliger le rural typiquement agricole, en associant des surfaces productives et improductives au sein de la catégorie unique d'espace rural ; deuxièmement, car la gestion de ce qui est compliqué pose des problèmes de coordination des interventions et des problèmes de priorité des interventions. Plusieurs sont en fait les sujets appelés à intervenir sur le même territoire, avec une stratification allant de l'exploitant individuel à l'Etat même jusqu'à l'Union européenne.

La gestion de la complexité rend donc les choix et l'identification des espaces d'intervention beaucoup plus difficiles et chaotiques, aussi bien que, à l'échelle communautaire et régionale, s'est manifesté le problème urgent de la

régionalisation (zonage) et de la conciliation des spécificités avec les prix d'encouragement adoptés à l'échelle internationale.

Cela signifie que les nouveaux problèmes du monde agricole sont avant tout des problèmes politiques liés à la difficulté de gérer les ressources et que les nouvelles politiques de développement au profit du monde rural seront évaluées en prenant en compte les contextes régionaux et les différentes échelles géographiques d'application de l'intervention. Cela signifie aussi qu'une nouvelle saison a commencé pour l'agriculture, redécouverte dans sa fonction d'activité garante du développement et de la valorisation du territoire. Cela signifie encore qu'il faut parler de soutenabilité des systèmes ruraux même par rapport au poids des politiques d'intervention sur le secteur primaire..

Il faudra partir du même concept d'agriculture, de plus en plus remplacé par le mot « ruralité », terme qui mérite un approfondissement. Il y a à peu près 10 ans, j'avais essayé de préciser l'étymologie et le contenu des trois adjectifs « rural, agraire et agricole », présents dans la langue italienne, en spécifiant, en guise d'avertissement, que, dans l'usage le plus récent, le premier avait tendance à absorber les deux autres, et que l'espace rural finissait par coïncider tout court avec le concept même de territoire.

Aujourd'hui, en fait, le monde agricole n'est plus seulement un espace lié à l'activité de production des biens primaires, et l'agriculture est une activité pour laquelle on ne peut plus parler de soutenabilité exclusivement du point de vue écologique. Aujourd'hui, le terme rural évoque une réalité polyvalente et non seulement cela. Rural correspond à espace ouvert non structuré devant être régionalisé; il équivaut aussi à espace vécu et à environnement naturel devant être protégé et valorisé à des fins touristiques; c'est l'espace que le tertiaire doit coloniser; rural est le rempart contre la facticité du développement technologique assourdissant.

Et on s'interroge (géographes, économistes, historiens, politiques et opérateurs) sur les caractères originaux de la ruralité et des espaces ruraux. Le groupe d'étude "Géographie comparée des zones agricoles européennes et extra-européennes (GECOAGRI) - dont je suis la coordinatrice nationale - a pris en compte trois paramètres: *la densité, la fonctionnalité et l'accessibilité*, en cherchant pour chacun d'entre eux d'identifier des indicateurs utiles pour mesurer les différents degrés de ruralité. Nous nous sommes vite aperçus que le deuxième et le troisième paramètre, en raison de leur caractère socio-qualitatif, étaient difficilement applicables à des fins pratiques.

Nous avons alors conféré au paramètre *densité* trois valeurs différentes: *démographique, d'habitat et culturelle*. La première, assez escomptée, est utilisée par plusieurs organismes, paradoxalement aussi bien régionaux - (Plans de Développement Régional) que communautaires - (OCDE). La deuxième, peu explorée, a été considérée à partir de deux indicateurs (densité des habitations isolées et indice de dispersion), et mérite un approfondissement. La troisième repose et impose d'aborder une question de fond: la *densité / quantité des cultures* (% de Surface Agricole Cultivée -SAC- par rapport à la Surface Agricole Totale -SAT-) est- elle un indicateur de ruralité? Ou tout au moins d'un certain type de ruralité, à savoir la ruralité agricole?

Ou bien, l'indicateur de ruralité agricole serait-il plutôt représenté par la qualité - c'est-à-dire l' *intensité des cultures* (Production brute vendable par hectare de Surface Agricole Cultivée)?

GECOAGRI distingue depuis plus de dix ans entre Surface Agricole Cultivée, Surface Agricole Utile -SAU - et Surface Agricole Totale et entre densité et intensité des pratiques agricoles, mais la distinction n'est connue que par le cercle restreint des spécialistes!

La nouvelle agriculture entre modèle nord-atlantique et modèle méditerranéen

Une fois le concept et les contenus de la ruralité clarifiés, les nouvelles formes de ruralité identifiées et recensées (agrotourisme, cultures biologiques, produits typiques, artisanat alimentaire et agro-industrie de qualité, fermes didactiques et hippothérapie), et les espaces agricoles classés et hiérarchisés, quels objectifs faudra-t-il atteindre?

Notre *Atlas thématique de l'agriculture italienne* s'ouvre par le mot « multiplicité » et se termine par la locution « vitesses différentes ». Il me semble que ces mots tracent correctement l'itinéraire d'une réflexion géographique, historique, économique et culturelle qui pour l'instant en est à son stade initial; le tourisme a découvert les villages, les habitations rurales, les chaumières, les fermes et les cours de la plaine du Pô; l'industrie agricole mise désormais décidément sur les produits typiques de qualité (des tomates de Pachino aux haricots de Borbona, des lentilles de Castelluccio au safran de Navelli, des truffes d'Alba au bergamotier de Reggio de Calabre); au contraire l'élevage a abandonné les prés et les pâturages pour se concentrer - non seulement au niveau fonctionnel - dans quelques étables; la course à l'efficacité et au rétrécissement des délais et des coûts de production a déraciné les rythmes et les cycles biologiques des espèces végétales et animales.

Devons-nous - en qualité de géographes - documenter la pluralité des formes de paysage en extinction? Devons-nous former des fonctionnaires sensibles aux contenus de culture et culturels du monde agricole? Devons-nous collaborer à l'élaboration de plans d'intervention visant la valorisation et la protection du patrimoine paysan d'habitat et culturel? Devons-nous publier des atlas thématiques - analogues à l'atlas italien - réalisés à l'échelle régionale pour notre nation et pour d'autres pays européens? Ou bien, devons-nous solliciter des réflexions critiques sur les problèmes de fond de notre agriculture? Quel est le

rôle que la recherche géographique va pouvoir ou devoir jouer au niveau de la redécouverte des valeurs de l'agriculture et du territoire?

Les espaces agricoles européens s'orientent vers deux modèles de production opposés : le *modèle nord-atlantique*, d'après lequel ou bien l'on fait une agriculture compétitive, ou bien on n'est pas des agriculteurs, et le *modèle méditerranéen*, enraciné dans les espaces ruraux, si savamment et péniblement modelés par l'homme et généralement évoqués en tant qu'espaces marginaux par rapport aux zones de l'agriculture forte. Dans le premier cas, les exploitations de dimensions plus petites ne sont même pas recensées, car estimées « en dehors du marché » (Royaume Uni, France, Allemagne). Dans le deuxième cas (Espagne, Italie, Grèce, Turquie) on exige des exploitations les moins productives – en général celles opérant dans les zones de colline et de montagne – qu'elles continuent à se dédier à un type d'agriculture traditionnelle, non mécanisée, non compétitive et peu rentable du point de vue commercial, même si ses produits sont dans certains cas de qualité et même de valeur et élitaires. On encourage les micro – exploitations à s'engager dans la protection de l'environnement pour faire face aux problèmes de dégradation hydrogéologique des plaines.

Culture de la loi - d'après la locution française identifiant le premier modèle de production - et *culture du territoire*, alimentée par des paysages agricoles devenus souvent le patrimoine de toute l'humanité, ont inspiré les deux modèles d'organisation des campagnes européennes.

Culture de la loi - en mesure de poursuivre, par le biais de reconversions opportunes, les primes communautaires, et *culture du territoire* - inspirée des paysages construits dans le monde méditerranéen en arrachant aux marais, aux pierres, aux bois et au désengagement des grands propriétaires fonciers les terres soigneusement modelées à travers les fatigues séculaires de l'homme - devront néanmoins converger, confortées par des études interdisciplinaires à caractère

historique, géographique et économique, pour solliciter des orientations et des choix de la part de la nouvelle Politique Agricole Communautaire et pour les appliquer à l'échelle locale, régionale et nationale.

Les campagnes du Sud, assiégées par le tourisme, combien peuvent – elles apprendre à celles du Nord qui entrent pour la première fois dans le monde de l'agrotourisme ? Et quelles précieuses informations peuvent être transférées des exploitations agro-industrielles du Nord vers les nouvelles usines agroalimentaires du Sud ?

L'agriculture entre donc dans une nouvelle saison ; une nouvelle conscience du « bien terre » se fait jour. Il y a une nouvelle saison aussi pour la géographie, dont l'importance des études est finalement reconnue, à savoir la relation entre sociétés humaines et environnement naturel, identifiée dans le développement et dans l'organisation du territoire, ainsi que l'importance de ses parcours interprétatifs, au sein desquels se croisent des enquêtes menées à l'échelon local, régional et mondial. Dans cette phase l'agriculture italienne représente un laboratoire d'études privilégié car notre pays jouit d'un véritable record : la multiplicité des micro-environnements, des solutions d'ingénieur adoptées en matière de pédologie et d'hydraulique, des clochers et des places – à savoir des productions typiques locales régionales – nous situe dans une position d'avantage par rapport à d'autres pays européens et extra-européens.

Je suis persuadée qu'il reste encore beaucoup de travail à réaliser, sur une base systématique et de la part de tous. L'effort le plus important revient sans doute à la Commission de l'UGI "Soutenabilité des systèmes agricoles".

La réflexion pourra être menée le long de trois lignes directrices:

1. la redéfinition des espaces ruraux qui, au vu des récentes directives de la politique agricole communautaire européenne, sont de moins en moins

identifiables avec les surfaces cultivées et ont de plus en plus tendance à coïncider avec l'espace géographique intégré;

2. la redéfinition des fonctions du secteur primaire, appelé aujourd'hui non seulement à satisfaire les exigences essentielles de l'homme, mais aussi à protéger les ressources naturelles, à assurer la survie des générations futures, à sauvegarder la santé des producteurs et des consommateurs, à offrir des services à caractère récréatif (agrotourisme) et/ou médical (hippothérapie et communautés de récupération des anciens toxicomanes);
3. la redéfinition des conditions de déroulement de l'activité agricole, aujourd'hui beaucoup plus conditionnée par les interventions de politique internationale et par les choix des politiques commerciales que par les contraintes du milieu naturel ou par la difficulté de les surmonter en mettant en oeuvre des techniques et des procédés de culture novateurs.

Il faut que chacun choisisse le contexte d'étude sur lequel il souhaite concentrer ses compétences et ses énergies. Et alors, bon travail à tous, notamment aux plus jeunes.

Bibliographie

- Clementi A., Dematteis G., Palermo P.C. (aux soins de) (1996), *Le forme del territorio italiano*, vol. I *Temi e immagini del mutamento*, vol. II *Ambienti insediativi e contesti locali*, Rome-Bari, Laterza.
- Dansero E., (1996), *Eco-sistemi locali*, Milan, Franco Angeli.

- De Rita G., Bonomi A., (1998), *Manifesto per lo sviluppo locale. Dall'azione di comunità ai Patti territoriali*. Turin, Bollati Boringhieri.
- Dinucci M., (1998), *Il sistema globale*, Bologne, Zanichelli,
- Fanfani R., (1998), *L'agricoltura in Italia - Dalla riforma agraria alle quote latte. Come era e come è la nostra agricoltura*, Bologne, il Mulino.
- Grillotti Di Giacomo M.G., (aux soins de), (1996), *Geografia e agri-cultura per "seminare meno e arare meglio"*, Geotema, n.V
- Idem, (2000), *Atlante tematico dell'agricoltura italiana*, Roma, Società Geografica Italiana.
- Idem, (2000), *Una geografia per l'agricoltura. Lo sviluppo agricolo nello sviluppo territoriale italiano*, vol. II, Roma, Società Geografica Italiana.
- Idem,(2001), *Geography Epistemology as a Cosmopolitan Project*, in L.Buzzetti (aux soins de), "Geography for Postmodern Society", Società Geografica Italiana, Roma, pp. 375-390
- Grillotti Di Giacomo M.G., Moretti L. (aux soins de), (1998), *Actes de la Conférence géographique internationale "I valori dell'agricoltura nel tempo e nello spazio"*, Voll. I-II-III, Gênes, Brigati.
- Magnaghi A., (2000), *Il progetto locale*, Turin, Bollati Boringhieri.
- Salone C., (1999), *Il territorio negoziato*, Florence, Alinea.
- Shiva V., (1999), *Biopirateria. Il saccheggio della natura e dei saperi indigeni*, Naples, Cuen.

* Maria Gemma Grillotti Di Giacomo,
Université Roma Tre, Italie e-mail:
grillotti@uniroma3.it

*Coordonnatrice nationale du Groupe d'Etude “Géographie comparée des espaces agricoles européennes et extra-européennes”